

PRÉFET DE LA SOMME

Préfecture de la Somme

Direction des Affaires Juridiques
et de l'Administration Locale

Bureau de l'Administration
Générale et de l'Utilité Publique

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société S.A. FONDERIE G. FALSIMAGNE à WOIGNARUE
Mise en demeure

ARRETE DU 24 JUIL. 2017

Le Préfet du département de la Somme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5;

Vu le Code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret du 2 juillet 2012 nommant Monsieur Jean-Charles GERAY, Secrétaire Général de la préfecture de la Somme ;

Vu le décret du 29 octobre 2015 nommant Monsieur Mathias OTT, sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du département de la Somme ;

Vu le décret du 17 décembre 2015 nommant Monsieur Philippe DE MESTER Préfet du département de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral du 10 mars 2017 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Charles GERAY, Secrétaire Général de la Préfecture de la Somme et en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, au sous-préfet, directeur de cabinet du préfet du département de la Somme ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 6 janvier 2004 à la société société SA « FONDERIES G. FALSIMAGNE » pour l'exploitation d'une usine spécialisée dans l'injection de zamak, le moulage de cupro-aluminium, et le moulage d'alliages d'aluminium sur le territoire de la commune de WOIGNARUE à l'adresse suivante *route de Saint-Valery* concernant notamment la rubrique 2552.1 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'article 4.1 du titre III de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2004 susvisé qui dispose : « *Les installations électriques sont conformes à la réglementation et aux normes en vigueur, notamment dans les zones où peuvent apparaître des atmosphères explosives. [...]*

Un contrôle de la conformité et du bon fonctionnement des installations électriques est réalisé annuellement par un organisme indépendant. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.[...] » ;

Vu l'article 3 du titre VI de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2004 susvisé qui dispose :

« Les caractéristiques des effluents atmosphériques des fours, avant rejet et après traitements, sont au moins les suivantes :

<i>Paramètre</i>	<i>Concentrations</i>	<i>Flux</i>
<i>poussières</i>	<i>100 mg/m³</i>	<i>< 1 kg/h</i>
<i>Pb</i>	<i>1 mg/m³</i>	<i>10 g/h</i>
<i>Al + Cu + Ni</i>	<i>5 mg/m³</i>	<i><25 g/h</i>

»

Vu l'article 4 du titre VI de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2004 susvisé qui dispose : *« L'exploitant met en place un programme de surveillance annuelle de ses rejets sur les paramètres fixés ci-dessus. Les concentrations et quantités de polluants rejetés à l'atmosphère sont mesurées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais. Les appareils de mesures sont vérifiés et contrôlés aussi souvent que nécessaire. Le programme porte sur le bon fonctionnement des systèmes de captation et d'aspiration, le bon traitement des effluents atmosphériques, notamment par l'utilisation d'appareils simples de prélèvement et d'estimation de la teneur en polluant dans les effluents atmosphériques. Les résultats des mesures et analyses sont reportés sur un registre mis à disposition de l'inspection des installations classées. Un état récapitulatif des résultats de ces contrôles est adressé à l'inspection des installations classées, dans le mois qui suit la réception des résultats, accompagné de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées. » ;*

Vu l'article 2.1 du titre V de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2004 susvisé qui dispose : *« [...]L'exploitant tient à jour un plan des circuits d'eaux faisant apparaître les points d'approvisionnement, les réseaux de collecte, les dispositifs d'épuration et les points de rejet en précisant le milieu récepteur. Ce plan est tenu à disposition de l'inspection des installations classées, [...] » ;*

Vu l'article 3.1 du titre V de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2004 susvisé qui dispose : *« Tout rejet industriel aqueux, directement ou indirectement dans le milieu naturel local ou dans le réseau public d'eau pluvial ou d'assainissement est interdit. Les eaux résiduelles de l'établissement seront stockées et traitées conformément au titre VII relatif aux déchets. » ;*

Vu l'article 1 du titre VI de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2004 susvisé qui dispose : *« Les ouvrages de rejet permettent une bonne diffusion dans l'atmosphère. Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. » ;*

Vu l'article 2 du titre VI de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2004 susvisé qui dispose : *« Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesure conformes aux normes relatives aux polluants analysés. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions sont également prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées. » ;*

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier du [précisez la date] conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que lors de la visite du 5 janvier 2017, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- Les installations électriques ne sont pas conformes aux normes en vigueur.
- La surveillance annuelle des rejets atmosphérique n'est pas effectuée.
- L'exploitant ne dispose pas de plan des circuits d'eau.

- Les eaux résiduaires issues du séparateur à hydrocarbures sont rejetées dans le réseau d'assainissement collectif
- Les rejets atmosphériques ne sont pas canalisés.
- Les points de rejets des effluents atmosphériques ne sont pas prévus pour permettre le prélèvement d'échantillons et la mesure de ses rejets.

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 4.1 du titre III, 3 et 4 du titre VI, 2.1 et 3.1 du titre V, 1 et 2 du titre VI de l'arrêté préfectoral susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SA « FONDERIES G. FALSIMAGNE » de respecter les prescriptions dispositions des articles 4.1 du titre III, 3 et 4 du titre VI, 2.1 et 3.1 du titre V, 1 et 2 du titre VI de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Somme

ARRETE

Article 1 - La société SA « FONDERIES G. FALSIMAGNE » exploitant une installation de de fonderie (fabrication de produits moulés) de métaux et alliages non ferreux sise route de Saint-Valery sur la commune de WOIGNARUE est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.1 du titre III de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2004 en mettant en conformité les installations électriques du site dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 - La société SA « FONDERIES G. FALSIMAGNE » exploitant une installation de de fonderie (fabrication de produits moulés) de métaux et alliages non ferreux sise route de Saint-Valery sur la commune de WOIGNARUE est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 3 et 4 du titre VI, 1 et 2 du titre VI de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2004 en :

- Canalisant les rejets atmosphériques du site dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- Mettant en place sur chaque canalisation de rejet d'effluents des points de prélèvement d'échantillons et des points de mesure conformes aux normes relatives aux polluants analysés dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité ;
- Réalisant, après les mises en conformité susvisées, une campagne annuelle de mesure des rejets atmosphériques sur tous les points d'émission du site et pour l'ensemble des paramètres de surveillance atmosphérique imposés dans un délai de 5 mois à compter de la notification du présent arrêté. Il transmettra à l'inspection, dès réception, le rapport de contrôle inhérent accompagné. En cas de dépassement des valeurs limites fixées à l'article 3 du titre VI de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2004, l'exploitant informera l'inspection des actions correctives mises en œuvres ou envisagées.

Article 3 - La société SA « FONDERIES G. FALSIMAGNE » exploitant une installation de fonderie (fabrication de produits moulés) de métaux et alliages non ferreux sise route de Saint-Valery sur la commune de WOIGNARUE est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 2.1 du titre V de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2004 en transmettant le plan des circuits d'eau faisant apparaître les points d'approvisionnement, les réseaux de collecte, les dispositifs d'épuration et les points de rejet en précisant le milieu récepteur dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4 - La société SA « FONDERIES G. FALSIMAGNE » exploitant une installation de fonderie (fabrication de produits moulés) de métaux et alliages non ferreux sise route de Saint-Valery sur la commune de WOIGNARUE est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3.1 du titre V de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2004 en stockant et traitant les eaux résiduaires de l'établissement conformément au titre VII de l'arrêté préfectoral susvisé dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 5 - Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1, 2, 3 et 4 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 6 - - Conformément à l'article L171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R421-1 du Code de la Justice administrative, elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

Article 7 - Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement et l'inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société SA « FONDERIES G. FALSIMAGNE » et dont copie sera adressée au maire de la commune de WOIGNARUE.

Amiens, le 24 JUL. 2017

Pour le préfet et par délégation
Le sous-préfet directeur de cabinet

Mathias OTT